



Réunion de la Commission Economie, Social, Services Publics du 10 mars 2012.

Présents : Thierry Caminel, Sybille Bertrand, Pierre Margain, Cyrielle Chatelain, Florentin Letissier, Florent Devouges, Marc Bagnoli, Dominique Tessier, Nicolas Villain, Claude Vilain, Khalil Elouardighi, David Revelin, Agnès Michel

Par tel : Michel Foucré

Les présents ont décidé au nom de la ComEco

Ordre du jour :*

1/ Quel MES idéal pour les écolos ?

2/ Pour ou contre référendum sur TSCG (au niveau européen ou national)

1/ Quel MES idéal pour les écolos ?

Les questions sont multiples : Quel apport du MES par rapport au FESF : a-t-on besoin du MES ? Quelle gouvernance (modèle FMI pour le MES) ? Quelles conditionnalités des aides ? Quel rôle pour le FMI au sein du MES ? Question Europe sociale et écologique: comment le MES peut-il y contribuer ? 2 stratégies différentes. Différentiel des gauches européennes, des verts européens, grosses différences idéologiques.

Débat

Pierre :

Gouvernance : si les droits de vote des États dans le MES étaient fonction de la population, je pense qu'on aurait à peu près les mêmes pourcentages qu'actuellement, où les droits de vote sont fonction de la contribution financière de chaque État au MES. Vu ce peu de différence pratique, ce n'est pas grave que les droits de vote soient proportionnels à la contribution financière.

Comparaison MES/FESF : le FESF n'est prévu que pour un temps limité, d'où le besoin d'une autre structure, donc à ce titre le MES constitue une avancée. Le droit pour le MES de procéder à des achats directs de dette souveraine est aussi une avancée par rapport au FESF.

Conditionnalité :

C'est normal qu'il y ait contre-partie sur le déficit en échange du renflouement des États en difficulté par les États en meilleure santé budgétaire. Donc le fait que le MES fasse référence au TSCG n'est pas un problème en soi.

MES idéal : une structure fédérale, donc un budget fédéral. Mais c'est peut-être plus une question pour le TSCG que pour le MES.

Utiliser MES pour aider à limiter croissance. Notre volonté est de fédéraliser les dettes, le FESF ne suffit pas, car il n'est pas gouverné, le MES n'a pas une gouvernance idéale non plus, mais un peu de progrès dans la position par rapport aux marchés. Le MES est une banque qui peut lever de l'argent sur les marchés.

Agnès :

Gouvernance : Le MES nous pose une question politique, quant à l'opportunité qu'il représente de mettre en place une gouvernance fédérale. Pour ne pas rater l'opportunité politique.

Croissance : la bataille sur le MES n'est pas le lieu de pousser nos objectifs pour une alternative à la recherche de la croissance.

Conditionnalités : souvenons-nous que les États n'ont exigé aucune conditionnalité des banques pour les multiples renflouements depuis 2008 (dont prêts à 1% sans conditions). Il faut questionner le principe selon lequel des conditionnalités ne s'appliqueraient que quand il s'agit de renflouer des États.

Jérôme : le problème numéro 1 que pose le MES est qu'il reste tragiquement hors sujet. En effet le fond du problème est la crise de l'économie et de la finance, elle-même issue des contradictions du modèle économique capitaliste en cours. La question est de comment payer les dettes, et comment financer les futurs investissements (pour conversion écolo). Un MES sans politique budgétaire fédérale ne donnera pas plus que le TCE, c'est banal.

=> il s'agit bien d'un problème de gouvernance économique commun, et non une question d'outil.

L'austérité empêche la création de richesse qui permettrait le remboursement des dettes.

FESF a fonctionné pour l'Irlande...à ne pas oublier. Éviter une gouvernance inter-gouvernementale, pour privilégier une gouvernance fédérale. Mais cela pose la question de savoir ce qui est possible dans le rapport de force actuel. Il faut apporter une réponse qui soit durable.

Marc : on ne peut pas séparer MES et TSCG. La question n'est pas si conditionnalités, mais quelles conditionnalités. Austérité ne marchera pas. Il faut dénoncer la supercherie et se battre maintenant pour le modèle qu'on veut.

Claude : d'accord sur analyse du contexte avec Agnès et Jérôme. L'insuffisance des productivité comme éléments de la crise du système capitaliste : les solutions sont différentes. Capitalistes sont pour augmenter productivité du travail en baissant les salaires, en dérégulant le marché du travail. Or la crise de la dette n'est pas une crise d'un modèle social dépeint comme trop généreux, mais bien la crise du modèle capitaliste. Le MES idéal est une solidarité fédérale, contre le modèle de la dette/capitaliste.

Le MES apporte une énorme garantie aux créanciers, injustifiée au vu des abus. De plus le modèle de croissance proposé dans TSCG est contraire à notre idéologie : TGV, EPR, autoroutes...tout en limitant toutes les politiques sociales.

David : qu'est-ce qu'on aurait pour renflouer les États en difficulté si on n'avait pas de MES ? Impossibilité de prêter par la BCE. Le MES permet au moins qu'il y ait eu négo entre différents pays, et entre leurs opinions publiques. Par ailleurs les conditionnalités ne sont pas définies dans le MES, ça dit juste qu'il pourra y en avoir. Le MES n'est qu'une structure, qu'on peut utiliser à diverses fins, pas nécessairement austères. Comme en ce moment la majorité des gouvernements européens est à droite, et qu'ils veulent une politique de désendettement par la baisse des dépenses publiques, ils orientent le MES vers cet objectif. Mais ce n'est pas une conséquence intrinsèque du MES, c'est une bataille qui se joue ailleurs.

Le MES idéal est de passer à une logique fédérale. Le problème est que l'argent (le pouvoir fiscal) est dans les États et non dans l'UE. Si on pouvait passer à une logique fédérale, on n'aurait pas besoin de MES, on pourrait juste utiliser le budget européen, après un transfert de compétences des États vers l'UE.

Khalil : l'alternative écologiste au MES est de faire l'union politique de l'Europe.

On nous fait remarquer que, dans une logique d'union politique, EELV aurait dû s'en tenir sur le MES à la position du PVE (qui est pour le MES). Ce n'est pas un argument valide, car cela n'aurait pas de sens que les écologistes fonctionnent maintenant en anticipation d'une future union politique de l'Europe. Donc ne pas toujours suivre PVE reste cohérent avec notre objectif d'union politique.

Si on doit remettre 500 milliards de plus dans le MES dans les prochains mois (afin de pouvoir renflouer de gros États du Sud de l'Europe), il faudra (1) promouvoir l'union politique de l'Europe, et (2) comparer avec soin l'impact (économique, social et environnemental) d'un défaut des États du Sud avec l'impact du MES/TSCG.

Florentin : l'impuissance est la pire des choses. Pbm de cohérence entre nos eurodéputés et nationaux.

Michel : le MES n'est qu'une banque d'investissement. Il ne met que 1000 mds sur la table, alors que les dettes publiques de la zone euro pèsent 8000 mds d'euros.

Jérôme : Dany dit au moins que l'Allemagne a aussi une dette vis à vis de la Grèce. Il y a 2 sorties possibles à cette crise de l'Europe : fédéralisme ou nationalisme (de droite ou de gauche).

Agnès : De toutes les façons le système ne durera pas car les dettes publiques continuent de s'accumuler malgré les promesses de ne plus y toucher. Donc le débat devra bien, à un moment ou à un autre, sortir de la question des rustines temporaires type MES, pour chercher des solutions au problème de fond au déséquilibre institutionnel (une économie et une monnaie déjà unifiées, mais un pilotage politique toujours divisé en 27 morceaux) et aux contradictions du modèle économique.

CONCLUSIONS COMMUNES

Le MES tel qu'il est n'est pas une réponse à la crise, mais une solution de court terme.

Nous avons une monnaie commune et un marché commun, nous devons donc avoir un budget commun, sinon l'union ne peut fonctionner.

Il fallait renflouer la Grèce, mais la seule solution de moyen et long terme est le fédéralisme budgétaire (et donc aussi un haut niveau de fédéralisme politique).

Les traités existants doivent évoluer pour accompagner le choix politique du fédéralisme.

Le MES n'est déjà plus suffisant, et les politiques d'austérité accentuent la crise économique et sociale. Le risque que court le projet européen est que médias, politiciens et opinion publique associent l'austérité et la casse sociale à l'Europe, alors qu'il s'agit du choix de dirigeants nationaux. Ce raccourci compromettra considérablement le projet européen et les chances d'avancée du fédéralisme.

Remarque sur le positionnement EELV :

Aujourd'hui il y a une aggravation des rapports de force. EELV peut se permettre d'être radical dans ce contexte. C'est le moment de rappeler que nous voulons et proposons un changement de modèle, même si ça va contre le consensus mou. Si le fait de ne pas être aux commandes nous prive des moyens d'appliquer notre politique, il nous offre la liberté de tenir un discours clair et de porter un message politique fort. Utilisons-la.

Propositions :

- Nous voulons repenser le fédéralisme européen, qui est le meilleur moyen de construire une Europe forte et de remettre de la démocratie dans l'Europe.
- Nous proposons la mise en place d'une réelle union politique, budgétaire, fiscale, un trésor européen, des eurobonds, une politique monétaire officielle (la BCE a déjà une action de rachat des dettes publiques, autant l'officialiser).
- Nous rappelons que ce transfert de compétences depuis les Etats vers l'Europe doit se traduire par un transfert de moyens, via une substantielle augmentation du budget de l'UE (qui n'est aujourd'hui que d'un peu plus de 100 milliards annuels).
- Pour réaliser ce changement de gouvernance européenne, nous préconisons un parlement constituant pour réécrire une constitution européenne, avec un vote le même jour dans tous les pays.

Pour 2014, nous nous positionnons pour porter l'Europe du développement durable.

Notre MES idéal permettrait :

- **La mutualisation des 8 000 milliards de dettes publiques de la zone euro.**
- **La réduction de ces dettes de 20 à 40%, suite à un audit préalable des dettes publiques, afin de définir le montant de la dette de crise, montant ne devant pas être assumé par les États seuls. Nous anticipons qu'après l'audit il resterait entre 6 400 et 4 800 milliards de dettes publiques.**
- **La mise en place d'une union politique avec augmentation des compétences fédérales et donc des moyens fédéraux (voir plus haut). Ce qui permettrait de mettre en œuvre une politique monétaire commune (dégonflement partiel des dettes publiques), et des prêts à taux d'intérêts très bas au budget européen, par la BCE (via la BEI ou la refonte des traités).**

Nous précisons que nous souhaitons réserver les Eurobonds et le fléchage de l'épargne privée aux investissements dans la conversion écologique de l'économie (dette future) avec des taux d'intérêts très bas.

2/ Pour ou contre référendum sur TSCG (au niveau européen ou national)

Nous voulons que le TSCG soit totalement renégocié, afin de définir un traité social, écologique et solidaire européen.

=> tout traité de ce type a vocation à être soumis à référendum (TSCG ou autre traité). Notre slogan potentiel : "le TSCG doit être renégocié et c'est le peuple qui le jugera". La possibilité d'un référendum est le moyen de s'assurer que la prochaine majorité présidentielle renégociera bien le TSCG ; de même, l'engagement électoral à soumettre le TSCG 2.0 à l'approbation du peuple est le meilleur moyen de contraindre la majorité de droite au Conseil Européen de lâcher du lest face au gouvernement de gauche qui pourrait arriver en France des mai-juin.

La coméco n'a pas d'avis tranché sur le fait que ce référendum soit uniquement national ou aussi européen, et s'en remet à l'analyse de la commission Europe sur les institutions.

Rappel des Groupes de Travail existants

Sujet du Groupe	Personne ressource	Mail
Défense	Jean-Philippe Pillemand (Com. Paix et Désarmement)	jp.pillemand@gmail.com
Agriculture	Patrick Garnon (Com. Agriculture)	patrick.garnon@wanadoo.fr
Énergie	Thomas Matagne (Com. Energie) Lucas Chancel (Com. Energie)	thomas.matagne@gmail.com chancel.lucas@gmail.com
Conditions de Travail	François Desrioux	francois.desrioux@free.fr
Financement de la sécurité social	David Belliard (Com. Santé)	david.belliard.paris@gmail.com
RSE / ISR	Eric Loiselet	eric-loiselet@wanadoo.fr
Formation professionnelle	Jean-Philippe Magnen	magnen.jean-philippe@orange.fr
Retraites	Eva Sas	sas.eva@gmail.com
Fonction publique	Guillaume Vuilletet (Délégué Thématique)	guillaume.vuilletet@neuf.fr
Logement	Patrice Lanco (groupe logement)	patrice.lanco@wanadoo.fr
Politique industrielle	Christophe Porquier	christophe.porquier@free.fr
PME	Dominique Tessier	d.tessier2@orange.fr
Fiscalité	Agnès Michel	agnesmichel@yahoo.com
Chiffrage du projet	David Revelin	revelin.david@gmail.com
ESS et monnaies complémentaires	Pascale Delille Cyrielle Chatelain	pascale.delille@free.fr cyrielle.chatelain@gmail.com
Suivi actualité macro-économique	Claude Vilain	vilainclaud@gmail.com
Revenu Universelle	Jean-Eric Hyafil	jeaneric.hyafil@gmail.com
Environnements sociaux, écos et commerciaux favorables à la santé	Nicolas Villain (Com. Santé)	nicolas.villain@yahoo.fr
Travail	Agnès Michel	agnesmichel@yahoo.com